

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 9–13 novembre 2009

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.2/2009/6-D/Add.1

5 octobre 2009

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice de la Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle: Mme R. Hansen tél.: 066513-2008

Fonctionnaire principal chargé de la gestion des résultats, Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle: M. K. Owusu-Tieku tél.: 066513-3018

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



INTRODUCTION

1. Le présent document expose la réponse du Secrétariat aux recommandations formulées dans le rapport succinct d'évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) en République démocratique du Congo 106080.
2. Le Secrétariat prend note des enseignements tirés de cette évaluation et des mesures qu'il est recommandé de prendre pour améliorer la coordination et le suivi afin d'assurer que l'assistance alimentaire parvienne aux bénéficiaires des zones les plus vulnérables.
3. Les suites données par le Secrétariat aux recommandations de l'évaluation sont présentées dans le tableau ci-après.



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080			
Recommandations	Responsable	Réponse de la direction et suite donnée	Délai de mise en oeuvre
<i>Ciblage</i>			
1. Le PAM doit continuer à concentrer ses activités sur les zones accessibles et les activités réalisables en fonction des ressources disponibles, notamment au Katanga.	Bureau de pays/Service de la conception des programmes	Les opérations du PAM resteront axées sur les besoins et la vulnérabilité. L'accessibilité sera prise en compte en vue d'atteindre les zones les plus vulnérables, en particulier par les voies de communication des Nations Unies.	Décembre 2010
<i>Programme</i>			
<p>2. La province de l'Équateur devrait bénéficier d'un programme de développement dès que la décentralisation prévue sera effective. Cette région pourrait faire l'objet d'un projet pilote appelant un engagement concret du Gouvernement.</p> <p>Il faudrait aussi préparer l'option d'une stratégie intégrée de sortie de crise au Nord-Kivu qui pourrait inclure l'introduction d'activités Espèces contre travail (ECT), à condition de procéder préalablement à une préparation rigoureuse. Les déplacés pendulaires devraient dans ce cadre faire l'objet d'une étude spécifique en tant qu'acteurs potentiellement importants d'un futur redressement.</p>	<p>Bureau de pays</p> <p>Bureau de pays</p>	<p>Le bureau de pays envisage de préparer un programme de pays correspondant au cycle du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2012 et examinera la possibilité d'inclure la province de l'Équateur en fonction des évaluations réalisées. Ce travail commencera en 2010, période où sont prévues des élections locales et la décentralisation des ministères.</p> <p>Une étude de faisabilité et une étude de marché portant sur l'application de nouvelles modalités d'intervention ont été réalisées. Le projet pilote concernant les bons d'alimentation mentionné dans la recommandation démarrera dans une communauté de rapatriés du Nord-Kivu. S'il donne des résultats satisfaisants, le bureau de pays le reproduira dans d'autres régions où l'accès à la nourriture est un problème majeur.</p>	<p>Exécution du programme de pays: janvier 2012</p> <p>Étude: mars 2010</p> <p>Généralisation: janvier 2011</p>
3. Pour les distributions générales, des aliments riches en micronutriments devraient être inclus dans l'assortiment alimentaire des personnes déplacées, ainsi que dans celui des femmes enceintes et des mères	Bureau de pays/Service de la conception des programmes	Le bureau de pays a budgétisé le recrutement d'un nutritionniste international pour examiner la question des rations, la couverture géographique des activités et la possibilité de lancer un	Arrivée du nouveau personnel: août 2009

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080**

Recommandations	Responsable	Réponse de la direction et suite donnée	Délai de mise en oeuvre
<p>allaitantes sous traitement nutritionnel. Il faut aussi mieux cibler, réduire la multiplicité des types de rations destinées aux groupes vulnérables, améliorer la couverture des programmes en dehors des centres urbains, accélérer la mise en place de soins thérapeutiques communautaires et des activités liées à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles, et favoriser les activités génératrices de revenus grâce à des programmes Vivres pour la formation (VPF). Enfin, les compétences en matière de nutrition devraient être renforcées.</p>		<p>projet pilote de santé et de nutrition maternelles et infantiles. Le PAM s'efforce d'associer des activités créatrices de revenus à des activités VPF, y compris pour les personnes vivant avec le VIH qui ne bénéficient plus de rations et pour les femmes victimes de violences.</p> <p>Le Service de la conception des programmes fournira un appui pour l'examen des rations et de la couverture géographique des activités.</p>	
<p>4. Il faut améliorer la cohésion de l'approche concernant les écoles appuyées conjointement par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM, notamment pour éviter le saupoudrage de l'aide, assurer l'entretien des infrastructures et la fourniture systématique de semences pour les jardins scolaires; appuyer autant que possible toutes les écoles dans une zone donnée, afin de ne pas vider les écoles voisines n'offrant pas de cantines mais dont la qualité d'enseignement est correcte; et n'appuyer les Espaces communautaires d'éveil que si cela n'a pas d'influence négative pour les cantines du primaire, qui doivent rester la priorité du PAM. Enfin, étudier l'approche de l'Initiative de développement intégral (IDI) et, si justifié, en disséminer les résultats et la recommander auprès des partenaires concernés.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le bureau de pays a signé un mémorandum d'accord avec la FAO et l'UNICEF en vue d'intensifier la collaboration, par exemple pour sélectionner les écoles et les activités scolaires.</p> <p>Dans le cadre de la nouvelle IPSR, le bureau des pays ciblera les écoles des zones vulnérables (voir la recommandation 1) et s'efforcera de concentrer les ressources; les Espaces communautaires d'éveil seront inclus, conformément à la recommandation. Une action de sensibilisation des parties prenantes, en particulier des responsables provinciaux de l'éducation, appuiera cette approche. L'Initiative de développement intégral lancée par une organisation non gouvernementale (ONG) sera étudiée de près et les résultats de cette étude seront diffusés.</p>	<p>Octobre 2009</p> <p>Nouvelle IPSR: juillet 2010</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080**

Recommandations	Responsable	Réponse de la direction et suite donnée	Délai de mise en oeuvre
<i>Logistique</i>			
5. Le PAM devrait continuer à réduire les coûts, notamment en mettant en place des PDF au Katanga à partir desquels les partenaires seraient pleinement responsables de la logistique; déterminer clairement le prix des camions prêtés aux ONG; et accélérer, en prélevant les montants nécessaires sur le Fonds commun (Pooled Fund), les travaux sur l'axe Kalemie-Nyunzu-Kabalo qui peut aussi contribuer au désenclavement économique de la région. Le PAM ne devrait s'engager dans des travaux de réfection que si les routes servent au désenclavement et si les populations riveraines s'engagent à les entretenir.	<p>Bureau de pays</p> <p>Division de la logistique, Unité d'appui sur le terrain</p>	<p>L'unité logistique du bureau de pays s'efforce de réduire les coûts, par exemple en modifiant les allocations par corridor, en augmentant les volumes transportés, en utilisant des modes de transport plus économiques et en confiant la gestion des centres de transit à des ONG. Les coûts de transport aérien ont été substantiellement réduits. Cependant, les coûts continuent d'augmenter, par exemple dans le NordKivu, où l'on a enregistré des augmentations de 15 pour cent des prix des carburants et des pièces de rechange.</p> <p>L'unité logistique du bureau de pays est favorable à la rénovation des routes et des ponts par le pôle logistique d'action groupée afin de réduire les coûts de transport. Le pôle logistique d'action groupée aide les autorités provinciales à améliorer l'entretien de la voirie et à créer des systèmes de péage. L'entretien des routes rénovées est à l'étude; le PAM organise avec les collectivités locales des groupes d'entretien communautaires en attendant que les départements provinciaux des transports puissent en assumer la responsabilité.</p> <p>L'unité logistique du bureau de pays et l'unité d'appui sur le terrain de la Division de la logistique concourent à la recherche d'une solution durable au problème de la réfection des routes nationales, mais des réparations ponctuelles restent nécessaires pour assurer la continuité des opérations.</p>	Décembre 2010



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080**

Recommandations	Responsable	Réponse de la direction et suite donnée	Délai de mise en oeuvre
		L'unité logistique du bureau de pays étudiera le rôle que pourrait jouer le PAM dans un projet de réfection des routes d'ici à décembre 2010.	
<i>Achats locaux</i>			
6. Il faut définir clairement la politique en matière d'achats locaux. Si le PAM souhaite participer au développement de l'agriculture dans le cadre de l'initiative "Achats au service du progrès" (P4P) en réactivant des centres agricoles d'exportation au Tanganyika et en Équateur, il faut déterminer avec les autres intervenants spécialisés les objectifs à atteindre et mettre en œuvre un plan d'intervention comprenant une action sur les prix pour que les produits soient compétitifs sur les marchés ciblés.	Bureau de pays/ Achats au service du progrès (P4P)	Réponse commune: le PAM collabore avec la FAO, les ONG et les autorités locales au parachèvement du Plan de mise en oeuvre dans le pays de l'initiative P4P, sur la base d'une note conceptuelle et d'une étude de faisabilité. Il est prévu, dans le cadre de cette collaboration, d'établir de nouvelles analyses des prix et des coûts, ainsi qu'une étude de référence qui sera réalisée par une équipe PAM/FAO. Le plan de mise en oeuvre dans le pays sera présenté pour approbation au Comité d'examen des programmes en octobre 2009.	Octobre 2009
<i>Suivi</i>			
7. Il convient de procéder à des enquêtes solides pour mesurer régulièrement l'efficacité des programmes, ou n'utiliser que les données de suivi provenant de partenaires fiables. Il faut aussi distinguer les bénéficiaires directs de leurs familles. Des enquêtes communes de suivi de la malnutrition – y compris ses causes sous-jacentes – et la mortalité devraient être menées dans toutes les zones d'intervention afin de mesurer l'impact de l'intervention. Pour ce qui est des cantines scolaires, il faut aussi ventiler davantage les statistiques par sexe et par année d'étude.	Bureau de pays	Le bureau de pays procédera aux modifications qu'il a été recommandé d'apporter aux systèmes de suivi. Avec l'aide du nouveau spécialiste de la nutrition, le bureau de pays renforcera le suivi et l'évaluation en vue d'améliorer la mesure des résultats. Des données ventilées par sexe seront recueillies sur le nombre d'élèves afin de combler les éventuelles lacunes.	Décembre 2009



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080**

Recommandations	Responsable	Réponse de la direction et suite donnée	Délai de mise en oeuvre
<i>Organisation interne</i>			
<p>8. Le PAM devrait continuer à déconcentrer les moyens opérationnels en accordant plus d'autonomie programmatique et financière au niveau local, en fonction des besoins. Au Katanga, une présence permanente dans certaines zones reculées permettrait un suivi plus efficace des activités tout en réduisant le coût des missions et de la logistique. Enfin, un coordonnateur général devrait être désigné pour les provinces de l'Est; il devrait être pourvu de responsabilités étendues et chargé des communications importantes avec Kinshasa. Les tâches essentielles du bureau de pays de Kinshasa devraient être redéfinies en conséquence.</p>	Bureau de pays	<p>Le bureau de pays a décentralisé plusieurs fonctions et va créer quatre nouveaux bureaux de section pour renforcer l'autonomie: i) à Goma pour couvrir Maniema ainsi que le Nord et le Sud Kivu; ii) à Bunia pour couvrir la province Orientale; iii) au Katanga; et iv) à Kinshasa pour couvrir les autres provinces. Ces bureaux superviseront les activités dans leur zone, maintiendront la qualité des interventions du PAM et assureront les communications avec le bureau de pays. Les fonctionnaires chargés de ces bureaux relèveront d'un directeur adjoint de pays; un autre directeur adjoint de pays sera chargé de la logistique et des achats. Le rôle du bureau de pays englobera la supervision, l'appui technique et la communication avec le bureau régional et le Siège.</p>	Recommandation appliquée
<p>Il faudrait faire une plus grande place dans l'organigramme au Coordonnateur pour la problématique hommes-femmes et améliorer la parité hommes-femmes au sein du personnel national.</p>	Bureau de pays	<p>Les questions liées à la parité entre les sexes sont prises au sérieux par le bureau de pays, mais il faut améliorer la situation, compte tenu notamment du départ du Coordonnateur pour la problématique hommes-femmes. La disparité hommes-femmes s'explique par le fait que peu de femmes font acte de candidature. Le bureau de pays recherchera des candidates pour occuper les postes qui se libèreront.</p>	Novembre 2009



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 106080**

Recommandations	Responsable	Réponse de la direction et suite donnée	Délai de mise en oeuvre
	Division des politiques, de la planification et des stratégies	En application de la politique relative à la parité hommes-femmes de 2009, les coordonnateurs chargés de cette problématique recevront avant la fin de 2009 une formation dans les domaines de l'analyse différenciée par sexe et de la promotion de la parité.	Novembre 2009
<i>Partenariat</i>			
9. La formation des partenaires doit faire l'objet d'un processus continu tout au long d'un programme afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité des réalisations et faciliter le transfert des responsabilités aux autorités. Il faudrait aussi améliorer la communication avec certains bailleurs de fonds en ce qui concerne les estimations du nombre de bénéficiaires, les montants des budgets et leurs révisions.	Bureau de pays	Le bureau de pays continue de former le personnel des bureaux auxiliaires, lequel se chargera de la formation des partenaires afin d'en améliorer l'efficacité. Des cours de recyclage ont par exemple été organisés en 2009 sur l'alimentation scolaire et l'établissement des rapports. L'unité de Kinshasa responsable de la formation des partenaires a été freinée dans son action par les changements de personnel; de nouvelles personnes vont être recrutées sous peu. Un responsable des relations avec les donateurs a été recruté pour améliorer les communications avec les bailleurs de fonds.	Septembre 2009
<i>Plaidoyer</i>			
10. Il faut intensifier les contacts et les activités de plaidoyer pour améliorer la participation des partenaires gouvernementaux, tant au niveau national que provincial. Les travaux réalisés dans le cadre des programmes du PAM ne pourront être durables que si les autorités s'impliquent davantage. Des actions poussées et continues de sensibilisation des bénéficiaires sont également nécessaires.	Bureau de pays	L'action de sensibilisation et de renforcement des capacités des homologues gouvernementaux va être encore intensifiée et jouera un rôle plus important dans la nouvelle IPSR. Le renforcement des capacités est un objectif à long terme, mais il sera essentiel pour l'introduction d'un nouveau programme de pays et pour le transfert des activités au pays.	Nouvelle IPSR: juillet 2010



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ECT	Espèces contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDI	Initiative de développement intégral
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
P4P	Achats au service du progrès
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VPF	Vivres pour la formation